

ASSOCIATION OXYGÈNE

29 Rue de Chartrouse
13200 ARLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2023

Aux membres,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **OXYGÈNE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons également votre attention sur le contexte d'application de la convention de continuité d'exploitation décrit dans l'annexe. Nous tenons à souligner l'importance des actions financées par des prix de journées et pour lesquelles votre Association n'a pas de certitude quant à leur pérennité.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Observations », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe expose dans son introduction les règles et méthodes comptables appliquées.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées et des informations fournies dans les notes annexes.

Nous nous sommes assurés, par le contrôle des documents de régularisation budgétaires échangés avec les autorités de tarification, que les résultats inscrits en compte « Résultats sous contrôle des tiers financeurs » au titre des exercices précédents, ont fait l'objet d'un traitement financier et comptable approprié, et que leurs régularisations étaient inscrites dans les rapports budgétaires des autorités de tarification.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

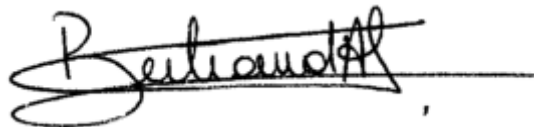
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montpellier, le 07 Juin 2024

SAS SENSEA AUDIT

Représentée par Anne-Laure BERTRAND

Commissaire aux comptes signataire

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bertrand', followed by a horizontal line.

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	9 014	9 014		
Immobilisations corporelles	12 301	8 380	3 921	2 060
Immobilisations financières	2 015		2 015	2 015
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	23 329	17 394	5 936	4 075
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)	300		300	309
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 125		1 125	
Créances				
Usagers et comptes rattachés	32 081		32 081	38 201
Autres	1 605		1 605	6 314
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	290 511		290 511	361 617
Caisse				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	325 622		325 622	406 440
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 928		1 928	1 401
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	1 928		1 928	1 401
TOTAL GENERAL	350 879	17 394	333 485	411 917

Legs nets à réaliser :
 acceptés par les organes statutairements compétents
 autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre :



Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	17 925	17 925
Ecart de réévaluation		
Réserves	348 199	348 199
Résultat de l'exercice	-68 781	-139 543
Report à nouveau		
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise	-345 795	-206 252
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	-345 795	-206 252
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	-48 452	20 329
FONDS DEDIES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	32 676	20 057
Autres	349 261	371 530
TOTAL DETTES	381 937	391 588
Produits constatés d'avance		
TOTAL GENERAL	333 485	411 917

- | | |
|--|---------|
| (1) Dont à plus d'un an (a) | |
| Dont à moins d'un an (a) | 381 937 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | |
| (3) Dont emprunts participatifs | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | |



Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Cotisations		
Ventes de marchandises		
Ventes de prestations de services		
Production stockée		
Production immobilisée		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Autres produits	2 557 940	2 423 791
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	2 557 940	2 423 791
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)	9	72
Autres charges externes	668 261	633 899
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	132 856	139 809
Rémunérations du personnel	1 326 037	1 300 643
Charges sociales	481 724	469 231
Dotations aux amortissements	1 016	1 484
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	16 657	18 174
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	2 626 560	2 563 311
RESULTAT D'EXPLOITATION	-68 620	-139 520
PRODUITS FINANCIERS		
CHARGES FINANCIERES		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		1
CHARGES EXCEPTIONNELLES	161	24
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		
EXCEDENT OU DEFICIT	-68 781	-139 543



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : OXYGENE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 333 485 euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 68 781 euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26/04/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association oxygène est un service de placement familial d'enfant issus de l'ASE (aide sociale à l'enfance) dont la compétence est donnée aux départements. Ainsi l'association est organisée en deux services, le service ALIZE et le service PASSERELLE. Ces deux services ont des agréments d'accueil pour respectivement 34 enfants et 8 enfants. Un Plateau technique composé d'administratifs et d'éducateurs et psychologue qui sont chargés d'organiser et suivre les situation des enfants confiés et des assistant familiaux. Les enfants sont placés auprès de familles d'accueil (assistants familiaux) employées par l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur .

Les dispositions contradictoires au PCG dont les retraitements ont été effectués sont les suivantes :

- Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.
- Il y a eu un changement de présentation et de comptabilisation de certains postes suite à l'application des règlements ANC n° 2018-06 du 05 novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et n° 2019-04 du 08 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ce présent règlement s'applique à compter du 01/01/2020. La première application de ce règlement constitue donc un changement de méthode comptable.
-
- Plus particulièrement ces comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, en application des articles L. 123-12 à L. 123-28 et R. 123-172 à R. 123-208 du code de commerce et conformément aux dispositions des règlements comptables révisant le PCG établis par l'autorité des normes comptables
-
- le règlement de l'ANC 2014-03 du 05 juin 2014 relatif au PCG complété par le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016
-
- L'association applique également les recommandations du Plan comptable retenu dans son secteur d'activité. À savoir :
-
- Les états financiers ont été établis en conformité avec :
-
- Le règlement ANC n°2018-06 du 05 Novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Le Règlement ANC N°2019-04 du 08 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Règlement 2014-03 de l'ANC du 05/06/2014 homologué par arrêté ministériel du 08 septembre 2014 relatif au PCG et complété par le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016
- La loi n°83 353 du 30 avril 1983
- Le décret 83 1020 du 29 novembre 1983
- Les règlements comptables :
- 1999-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations



Règles et méthodes comptables

- 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- L'arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- L'arrêté du 15 Décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux E.S.M.S. relevant du I de l'article L.312-1 du C.A.S.F
- L'instruction codificatrice n°09-006 M22 du 31 mars 2009 (Tome I : le cadre comptable).
-
- La continuité d'exploitation qui sous-tend l'établissement des comptes de l'exercice 2023 est conditionnée par le maintien des engagements financiers de l'ensemble des autorités de tarification de l'association et notamment par le renouvellement des prises en charge en cours de l'exercice écoulé.
-
- Il en résulte que l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités, concernant notamment l'évaluation des actifs et passifs, pourrait s'avérer inappropriée si ces prises en charge n'étaient pas reconduites.
-
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
- Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euro.
-

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de bureau : 3 à 5
- * Matériel informatique : 5 ans
- * Mobilier : 8ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Congés payés et arrêts maladie

La loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne du 22 Avril 2024 apporte une réponse aux jurisprudences du 13 septembre 2023 de la Cour de cassation. Elle met en conformité le droit Français avec le droit de l'Union Européenne en consacrant le principe selon lequel les salariés en arrêt maladie acquièrent des congés payés. Elle instaure, notamment, un délai de report de congés limité à 15 mois ainsi que de nouvelles obligations pour les employeurs.

A la clôture 2023, l'Association Oxygène a procédé à une analyse de sa situation au regard de cette nouvelle loi. Le montant du passif éventuel s'élèverait à 3592 € brut chargé. Ce montant n'a pas fait l'objet d'une provision dans les comptes annuels.

En revanche, à compter de l'exercice 2024, la provision pour congés payés intégrera les conséquences induites par l'adoption de cette loi.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Information sur les Indemnités Départ à la Retraite (IDR). Aucune provision n'a été constituée, montant estimé du coût au 31/12/2023 de cette indemnité sur la base d'un taux de charges sociales moyen de 40%, d'un taux d'actualisation de 3.67% et d'un départ volontaire à la retraite s'élève à 51 846 €. L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association n'a pas en 2023 généré de revenus ayant pour origine des activités propres.

Le montant des trois plus hautes rémunérations est de 153 464 €

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées et comptabilisées en 2023 car la nature et l'importance ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association.

Autres éléments significatifs

Depuis 2023 Application de l'arrêt Taquet expliqué et validé par le CSE ce qui a occasionné un maintien des rémunérations à 80% pour les AF sans placement sur le Service ALizé de 171j et sur le Service Passerelle de 144j. Cette charge supplémentaire représente 20 K€ sur l'exercice 2023.

Au niveau Rh, année difficile avec 3 départs d'AF et 1 une longue maladie remplacé par une seule embauche, mettant en tension le service de placement.

Au niveau de l'activité l'Ardèche notifie, à la suite de l'évaluation, le renouvellement de l'agrément pour 15 ans de 8 Places.

Le CD13 notifiera en 2024 un passage d'agrément de 35 places en 2024. Un effort et des ressources doivent être affectées au poste de recrutement des AF devant la demande grandissante des conseils départementaux....

Enfin trésorerie dégradée par le décalage de paiement d'une facture du service Passerelle et le budget exécutoire calculé sur un SMIC à 11.02 € alors que passé à 11.27 puis à 11.52 € en cours d'exercice.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	9 014			9 014
Immobilisations incorporelles	9 014			9 014
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 023	2 876	599	12 301
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	10 023	2 876	599	12 301
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 015			2 015
Immobilisations financières	2 015			2 015
ACTIF IMMOBILISE	21 052	2 876	599	23 329



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	9 014			9 014
Immobilisations incorporelles	9 014			9 014
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 963	1 016	599	8 380
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	7 963	1 016	599	8 380
ACTIF IMMOBILISE	16 976	1 016	599	17 394



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 37 629 euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 015		2 015
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	32 081	32 081	
Autres	1 605	1 605	
Charges constatées d'avance	1 928	1 928	
Total	37 629	35 614	2 015
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	25 904
Charges sociales - produits à recev	777
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	828
Total	27 509



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	17 925				17 925
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	33 830				33 830
Réserves des activités sociales	314 369				314 369
RAN hors activités sociales					
RAN des activités sociales	-206 252	-139 543			-345 795
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-139 543	139 543		68 781	-68 781
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	20 329			68 781	-48 452
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	20 329			68 781	-48 452

Dettes



Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 381 937 euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 676	32 676		
Dettes fiscales et sociales	340 875	340 875		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	8 386	8 386		
Produits constatés d'avance				
Total	381 937	381 937		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	24 548
DETTES PROV CONGE PAYES	126 442
CHARGES SOCIALES S/CONGES PAYES	59 048
CHARGES SOCIALES - CHARGES A PAYER	489
Total	210 526



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 928		
Total	1 928		

